

Chômage : un forum prometteur

dimanche 1er avril 2007, par [BARNIER Louis-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2007).

Le 17 mars dernier, associations et syndicats se sont réunis à la Bourse du travail pour définir un « statut de vie sociale et professionnelle ».

Depuis un an, les associations de chômeurs, AC !, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apeis), Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), auxquelles se sont joints Solidaires, le Collectif pour les droits des femmes (CNDF), la Coordination des intermittents Île-de-France, Génération précaires, Act-Up, la Confédération paysanne, Copernic, élaborent un « *statut de vie sociale et professionnelle* ».

C'est le résultat de ce travail qui était présenté lors d'un forum, le 17 mars, à la Bourse du travail de Paris, réunissant environ 50 personnes. Ce statut avance l'exigence d'un droit garantissant « *un emploi bien payé et de qualité, le droit à une garantie de revenu, et l'instauration d'une continuité des droits pour tous et toutes* ». Ce statut garantit, dans tous les cas (licenciement, fin de CDD ou de mission d'intérim, démission) : « *Le maintien d'un revenu individuel décent ayant au minimum pour référence le Smic revalorisé [...], et la possibilité de tout travailleur à temps partiel imposé de passer, sur demande, à temps plein. Ce statut de vie sociale et professionnelle devra être complété par la mise en œuvre d'un droit au logement et à la santé pour tous. Il devra permettre la libre gestion de son parcours de vie et n'être conditionné ni à des critères imposés d'employabilité ni à des démarches d'insertion forcée.* » Il s'appuiera sur « *la création d'un fonds national, interprofessionnel et mutualisé, pour financer la mise en place du statut de vie sociale et professionnelle. Il doit être basé sur une nouvelle répartition de la richesse produite* ».

Droit à l'emploi et droit au revenu se sont croisés dans les différentes interventions. Le droit à un vrai emploi s'est exprimé, par exemple, à travers la demande que les stagiaires soient rémunérés et inscrits au registre du personnel comme tout salarié (Génération précaire). Ou bien contre l'obligation d'accepter n'importe quel emploi (Apeis), ce qui constitue une machine de guerre contre le salariat en général. Mais, dans le domaine de l'emploi, pour SUD, on ne peut rester sur la défensive. Comme l'exprimait la manifestation pour l'interdiction des licenciements, en 2001, il faut maintenant transformer le droit à l'emploi en un droit opposable. La création d'emplois est donc centrale (AC !). Le droit au revenu, point de départ du travail collectif autour de cette plateforme, doit s'inscrire dans un « *vrai projet émancipateur* » (Claire Villiers), voire même s'inscrire dans un revenu social garanti qui reconnaîtrait l'apport de tous, comme dans le travail associatif (Antonella Corsani). Ceci passe par une autre répartition des richesses, ce qui se joue au niveau de la répartition de la valeur créée (Thomas Coutrot).

Comme l'ont souligné plusieurs intervenants, le rapport de force est essentiel pour avancer, et un tel travail, réunissant associations et syndicats, ne peut qu'y contribuer.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2198 du 29 mars 2007.